

jeune. Mais si, en Pologne, les étudiants et les ouvriers ont l'excuse de l'âge, les dirigeants et les journalistes occidentaux sont censés être suffisamment expérimentés pour savoir que si, aujourd'hui ou demain, ils relâchent leur pression sur la Pologne, ils risquent d'avoir un peu plus tard, à abandonner Berlin à la RDA ou à faire la guerre.

Krzysztof Pomian

Le 5 mai 1982

Espat, juin 1982

---

## CISJORDANIE OCCUPEE CONTRE JUDEE-SAMARIE\*

---

Deux phénomènes sautent aux yeux du visiteur de la Cisjordanie occupée par Israël, en cette fin d'année 1981 : une *agitation socio-politique* larvée ou obvie selon les lieux et les moments, et un *enrichissement* apparent sans précédent rendu visible par les luxueuses constructions qui sortent de terre un peu partout. Ces phénomènes cachent en fait deux réalités, une *répression* très forte et un accroissement de la diaspora et de ses envois de devises dû à un *exode* massif des cerveaux et des bras ; ces réalités mettent en évidence la volonté politique israélienne d'annexer totalement la Cisjordanie par un étouffement progressif de son économie et par une émigration massive de la population palestinienne. La création des points de peuplement vient donc en complément de cette politique<sup>1</sup>.

La paix socio-politique, sans faille quasiment depuis l'agitation étudiante de novembre 1980, a été rompue le 2 novembre 1981, date anniversaire de la déclaration Balfour visant la création d'un foyer national juif ; en réponse à la célébration qu'en font les Israéliens, les Palestiniens en ont fait un jour de colère et de deuil. De plus, le 2 novembre coïncidait cette année avec l'entrée en fonction du responsable de la nouvelle administration « civile » des Territoires occupés, mise en place par le ministre de la Défense Sharon<sup>2</sup>. Selon le rituel palestinien habituel, les boutiques ont baissé leur rideau de fer, les écoles et les universités se sont mises en grève, quelques pneus ont été brûlés à Ramallah ; le mouvement, diversement suivi, a en tout cas suscité une répression sans précédent de la part des autorités d'occupation. L'université de Bir Zeit a été fermée *sine die* (elle n'a réouvert ses portes que le 4 janvier) tandis que la troupe intervenait sur le campus ; un peu plus tard, un enfant de 15 ans a été touché par balles tandis que plusieurs dizai-

---

\* Ce texte date de décembre 1981 ; suite à des retards d'édition, il avait dû être remanié une première fois et devait paraître sous le titre : « Désarroi et résistance en Cisjordanie occupée ». Nous n'avons pas voulu le remanier à nouveau mais avons préféré le faire suivre d'une mise au point qui tirerait les enseignements des derniers événements (20 avril 1982).

1. Cf. Jean-François Legrain, « Judée-Samarie ou l'annexion de la Cisjordanie. Les implantations 1967-1981 ». *La revue des études palestiniennes*, 4, été 1982.

2. Cf. Michel Sniatyn, « Des civils pour administrer les Territoires occupés », *Libération*, 5 novembre 1981.

nes de jeunes étaient arrêtés pour avoir participé à une manifestation de lycéens à Djénine ; quatre maisons ont été dynamitées à Beit Sahour et Ramallah, leurs occupants étant accusés d'avoir jeté des cocktails molotov tandis que des couvre-feux de plusieurs jours étaient institués sur diverses municipalités<sup>3</sup>.

Si la répression et l'intimidation prennent ainsi la forme d'emprisonnements, d'assignations à résidence, d'expulsions, de dynamitages de maisons ou de lourdes amendes, ce sont aussi et surtout les contrôles multiples et continuels de la population ; demander une carte d'identité, acheter un billet d'avion, s'inscrire dans une université ou tout simplement se déplacer, met le Palestinien en présence du contrôle israélien ; la violence, certes, est le plus souvent absente de ce genre de rapports mais la répétition de ces contrôles en fait un harcèlement difficilement supportable par la population<sup>4</sup>.

Face à cette situation sociale, suite aussi à l'étranglement économique<sup>5</sup> et à la réquisition des terres<sup>6</sup>, de nombreux Palestiniens préfèrent prendre le chemin de l'exode. Depuis 1967, 250 000 personnes auraient émigré et la Fondation américaine pour la paix au Proche-Orient évalue à 12 000 le nombre de jeunes qui, chaque année, quittent la Palestine, sur une population de 1 200 000 habitants...

En mettant les Territoires dans une dépendance économique totale vis-à-vis d'Israël et en poussant sa population à quitter le pays, Israël vise l'annexion pure et simple, sans doute après la période intérimaire d'autonomie de cinq ans prévue par Camp David.

Cette volonté politique d'Israël n'est sujette à aucun doute dans la conscience des Palestiniens qui, pour le moment, ont quasiment perdu tout espoir de voir dans le moyen terme la reconnaissance de leurs droits nationaux et l'établissement de leur Etat qui en découle. Ce désespoir explique l'absence totale d'intérêt porté aux dernières élections israéliennes, sinon un certain acquiescement à la réélection de Begin : « Au moins, il ne cache pas son jeu aux yeux du monde ! »

Dans cette société désemparée, entièrement soumise à la volonté du gouvernement militaire<sup>7</sup>, des dissensions apparaissent : des mouvements « islamistes » plus ou moins affiliés à la Confrérie des Frères musulmans se développent de façon spectaculaire, faisant passer la foi islamique avant la résistance préconisée par les diverses organisations traditionnelles, tandis que l'OLP — et surtout le Fath — voit sa représentativité parfois mise en question, et que naît une catégorie de « jouisseurs », jeunes Palestiniens fascinés par la société de consommation.

3. Cf. Amnon Kapeliouk, « Regain d'inquiétude à Jérusalem, durcissement de la répression en Cisjordanie ». *Le Monde diplomatique*, décembre 1981 ; Francis Cornu, « Les mesures de répression en Cisjordanie... », *Le Monde*, 26 novembre 1981 ; AFP, « Territoires occupés : une répression tous azimuts », *Libération*, 17 novembre 1981 (cf. *Libération*, 5 novembre 1981.) ; cf. l'enquête de l'Association Internationale des juristes démocrates in *La revue des études palestiniennes*, n° 1, automne 1981, p. 155-172.

4. Cf. l'interview de Raymonda Hawa Tawil dans *Libération* du 8 septembre 1981 : « Dans les Territoires occupés, il règne aujourd'hui comme un état de peur. »

5. Cf. Emmanuel Jarry, « Sous le régime d'occupation israélienne, la lente asphyxie économique de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza », in *Le Monde diplomatique*, septembre 1981.

6. En 1979, 150 000 ha avaient déjà été réquisitionnés, soit 27,3 % des terres cultivables.

7. Depuis 1967, 950 décrets militaires ont modifié la loi jordanienne, faisant passer la quasi-totalité des pouvoirs civils dans les mains du gouverneur militaire israélien.

La montée des fondamentalistes touche principalement les jeunes et se fait sentir non seulement dans leurs centres traditionnels, Naplouse et Hébron, mais aussi un peu partout en Cisjordanie et à Gaza, puisque, même à Bir Zeit qui a la réputation d'être une université laïque et progressiste, ils ont obtenu 38 % des sièges au conseil des étudiants lors des dernières élections. L'université Najah à Naplouse leur sert de fer de lance ; là-bas les étudiants sont barbus et leurs consœurs portent le foulard et le manteau jusqu'aux chevilles ; cet été, durant le Ramadan, des éléments particulièrement pieux ont même été jusqu'à couper les canalisations d'eau dans les sanitaires pour que ceux qui seraient tentés de boire en cachette ne puissent transgresser la loi... Un quotidien signalait, dans le même ordre d'idées, que trois jeunes gens avaient été emprisonnés à Naplouse pour avoir fumé dans la rue, durant le Ramadan ; les fondamentalistes utilisent ainsi le pouvoir occupant pour faire respecter la loi jordanienne dans toute sa rigueur. Des réunions sont régulièrement troublées par les Frères qui n'hésitent pas à couper la parole et à prendre à partie les orateurs jugés trop tièdes dans la proclamation de leur foi.

Ce regain de religiosité profite certes du désespoir politique mais aussi, semble-t-il, d'une aide appréciable de la Jordanie qui verrait là le moyen de détacher de l'OLP certains éléments pour les acquérir à sa cause. La confrérie se développe sous l'œil permissif des Israéliens qui y voient un élément de dissension parmi les Palestiniens et un élément de choix pour leur propagande : « Voyez ces Palestiniens arriérés et fanatiques...<sup>8</sup> ! »

Les Palestiniens qui ne se sont pas laissés gagner par cette fièvre fondamentaliste restent attachés très fermement au nationalisme et, quoiqu'il arrive, ils considèrent l'OLP comme leur seul représentant à l'extérieur des Territoires : reconnue internationalement, cette organisation est la seule à être habilitée à défendre leurs droits en leur nom. Mais si cette représentativité lui est accordée à l'extérieur, un désaccord divise la population dans un point de vue strictement intérieur ; le Fath, soupçonné de tiédeur, de coterie et d'intégrisme — de nombreux Jound Allah, « soldats de Dieu », auraient rejoint ses rangs — aurait assagi l'OLP, pour mener une politique « défaitiste » proche de celle du royaume hachémite. Les militants du Parti communiste palestinien ne se font d'ailleurs aucune illusion sur le sort qui leur serait réservé dans le cadre d'un Etat palestinien dont le gouvernement serait issu de l'OLP : c'est de derrière les barreaux qu'ils fêteraient, selon eux, l'établissement de leur Etat, la réalisation tant attendue de leur rêve ; mais seule la réalisation de leur rêve compte pour eux, aussi collaborent-ils avec l'OLP. L'unanimité autour de Yasser Arafat ne se ferait donc que sous la contrainte d'une certaine situation internationale.

A ces deux facteurs de dissensions dans le paysage socio-politique de la Palestine, s'ajoute un troisième, embryonnaire encore mais au développe-

---

8. Leurs actions de janvier 1980 à Gaza n'auraient pu avoir lieu sans l'acquiescement tacite des autorités : ils attaquèrent le centre du Croissant rouge palestinien dirigé par un médecin qu'ils soupçonnaient d'appartenir au Parti communiste ; ils distribuèrent en outre des tracts contre les quelques Juifs orthodoxes qui habitent Gaza depuis toujours. Des heurts ont eu lieu à Najah le 9 janvier quand le conseil étudiant intégriste décida d'aller à la chasse des « ennemis de Dieu » dans le campus ; des étudiants furent molestés et un professeur fut même contraint de sauter par la fenêtre du second étage pour échapper à leurs coups ; les autorités israéliennes sont restées passives devant ces provocations ; cf. Michel Sniatyn, « Territoires occupés : les étudiants intégristes font la chasse aux ennemis de Dieu », *Libération* 22 janvier 1982.

ment rapide, la fascination devant un mirage occidental médiatisé surtout par l'enrichissement sans précédent de Amman<sup>9</sup> : « Nous n'avons qu'une vie, proclament des Palestiniens, et nous voulons en jouir pleinement. » La société de consommation avec ses vidéoscopes, ses voyages faciles, ses lieux de plaisir, est porteuse de signes positifs plus nombreux que la lutte et l'Etat proposés par la Résistance.

Ces indices semblent indiquer l'amorce d'une déstructuration de la société palestinienne : sous les coups répétés de la politique d'intimidation et de répression, quasiment asphyxiée économiquement, contrainte à brader ses bras chez l'occupant ou à les exporter, sans Etat national auquel se référer, porteuse d'une dignité et d'une volonté d'aller de l'avant, une partie de ce peuple palestinien semble vaciller dans le désarroi, venant à douter de l'efficacité de sa lutte et de son bien-fondé. Ainsi, une partie, quoique minime, de la population palestinienne a accepté de participer aux « ligues de villages » créées par les Israéliens pour servir de courroie de transmission de leur politique dans les Territoires ; conçues sur le modèle des coopératives, ces ligues reçoivent l'aide financière et technique israélienne, aide désormais refusée aux municipalités. Les membres de ces ligues participent aussi à certaines opérations de maintien de l'ordre et sont appelés à siéger dans les différentes instances de la nouvelle administration civile<sup>10</sup>.

Ce désarroi assez récent ne saurait oblitérer les engagements profonds du peuple palestinien, non seulement politiques mais aussi sociaux et intellectuels ; parmi les meilleures illustrations, il faut citer la « Société d'entraide » de El-Bireh et la création des trois universités palestiniennes.

Affiliée à l'union générale des femmes arabes, l'union des femmes palestiniennes anime dans chaque bourgade des territoires occupés une « société d'entraide » ; celle de El-Bireh est sans aucun doute la plus importante et la plus dynamique de la rive occidentale du Jourdain. Gama'iyat In'ash al-Usra a été fondée en 1965 mais a pris réellement son essor après 1967, se donnant de nouveaux objectifs en rapport avec la situation d'occupation :

- assumer des responsabilités incombant normalement à un gouvernement national ;
- corriger les distorsions historiques effectuées par les autorités d'occupation ;
- aider les familles victimes de la guerre ou de l'occupation.

Devant l'absence de toute autorité nationale, la Société a pris en charge l'éducation et la formation des femmes des Territoires ainsi que des enfants. À cet effet, elle a créé une crèche et un jardin d'enfants qui peut accueillir quelque 150 enfants. En coordination avec le Haut Comité pour l'éducation des adultes, elle a pris en charge l'alphabétisation dans les villages du district de El-Bireh. Un très important centre de formation professionnelle enfin a ouvert progressivement diverses sections ; l'enseignement réparti sur une année accueille les femmes de tous âges et de toutes conditions, puisqu'il peut être selon les cas dispensé gratuitement. On y trouve des sections de confection, de tricot sur machine, de coiffure et de soins de beauté, de broderie à la machine et de broderie traditionnelle, de secrétariat ; chacun de ces centres accueille chaque année une trentaine de jeunes filles. La

9. Voir l'article de J.P. Péroncel-Hugoz, « La Jordanie du refus », *Le Monde*, 20 et 21-22 juin 1981.

10. Le président de la ligue de la région de Ramallah a été assassiné le 17 novembre dans un attentat revendiqué par l'OLP.

Société intègre ensuite les diplômées qui le désirent dans un vaste réseau de travail : elle passe commande, fournit les matériaux et se charge ensuite de la commercialisation ; 1840 femmes travaillent ainsi dans vingt-sept villages, dans le domaine de la broderie surtout. Chaque année, une vente est organisée avec des expositions tandis qu'un magasin fonctionne de façon permanente au centre.

Le second objectif de la Société concerne la culture ; afin de contrer certaines distorsions idéologiques du sionisme, elle a créé un centre de recherches sur les traditions palestiniennes ainsi qu'un centre de documentation. La presse locale est rassemblée, analysée et classée systématiquement ; les livres traitant de la Palestine sont achetés et mis à la disposition du public ; des équipes parcourent les villages pour enregistrer et mettre par écrit les traditions orales, les chansons et les légendes ; tout ce travail alimente une revue publiée en arabe et en anglais, *Heritage and Society*, ainsi qu'un petit musée d'arts et traditions populaires.

Le troisième objectif vise à aider d'un point de vue financier les familles victimes de la guerre et de l'occupation, spécialement les enfants, orphelins ou seuls durant les longues années d'emprisonnement de leurs parents. Des bourses universitaires sont distribuées (200 étudiants en ont profité l'an dernier) ; une aide pour les transports et l'habillement est fournie aux élèves du secondaire ; des allocations mensuelles sont distribuées à 128 familles ; un service d'assistance médicale a été créé : 85 médecins traitent chacun à titre gratuit 10 cas par an, en association avec l'hôpital islamique de charité, al-Maqassed ; en outre un système de parrainage des orphelins ou des enfants aux parents emprisonnés a été mis sur pied ; les enfants restent dans leur famille ou dans leur village, mais les frais de leur entretien sont pris en charge par la Société ; 150 enfants sont ainsi parrainés, soit par des Palestiniens, soit par des Français ; ce service reçoit en effet le concours de l'Association médicale franco-palestinienne.

En 1980, la Société comptait 105 membres et employait directement 64 personnes auxquelles s'ajoutaient les 1840 femmes qui travaillent dans les villages. Le budget provient, outre du travail de ces femmes, de dons individuels ou collectifs en provenance principalement de Jordanie, du Golfe et des États-Unis, de la diaspora palestinienne donc, d'organismes officiels aussi et d'organisations militantes européennes, françaises pour la plupart. La réussite paraît totale et de nombreux projets d'extension et de créations sont à l'étude.

Un autre type d'engagement tout aussi nationaliste veut se situer à un niveau intellectuel et universitaire ; selon un jeune sociologue qui s'identifierait aux idées du Front du Refus, la lutte armée contre l'occupation ne peut pas être la seule manifestation du nationalisme palestinien ; la résistance concerne tous les aspects de la vie de l'homme et pour lui la réflexion intellectuelle apparaît comme fondamentale. L'intellectuel palestinien, par une analyse scientifique de la situation de son peuple et d'Israël, doit parvenir à faire échouer l'idéologie sioniste, à démasquer le mensonge et l'injustice, à faire triompher la vérité et le droit du peuple palestinien. Ce jeune universitaire situait sa responsabilité non seulement en rapport avec la cause palestinienne mais aussi avec la cause de tous les exploités d'Israël, avec les Sépharades principalement. C'est cette mission éducative et engagée que visent à remplir les trois universités palestiniennes récemment créées.

Avant 1967, la seule université jordanienne, fondée en 1962, était à Amman. Nombreux étaient les étudiants qui fréquentaient les universités américaines de Beyrouth ou du Caire, et les universités arabes de ces villes

et de Damas. Après 1967, les étudiants devaient continuer à émigrer avec toutes les difficultés que cela suppose<sup>11</sup>. Mais depuis 1972, trois universités se sont créées en Cisjordanie, à Bir Zeit, Bethléem et Naplouse. Outre ces universités déjà existantes, un projet d'« université ouverte palestinienne » est à l'étude, patronné par l'OLP, en liaison avec l'UNESCO<sup>12</sup> ; cet institut dispenserait un enseignement à distance à partir de janvier 1984, avec des sessions régulières dans des centres régionaux ; le diplôme serait lié à une pratique de la discipline étudiée.

Bir Zeit, aînée des universités palestiniennes, la plus importante par le nombre de ses étudiants et la mieux connue à l'étranger, a la réputation d'être la plus nationaliste, lieu d'éclosion par excellence de la nouvelle génération des intellectuels palestiniens de l'intérieur. Elle appartient aux Nasser, grande famille chrétienne locale, qui fondèrent en 1924 à Bir Zeit, petite bourgade proche de Ramallah, une école primaire qui devint secondaire en 1930 ; en 1953, des classes post-secondaires en lettres et en sciences furent ouvertes, à la scolarité d'un an tout d'abord puis de deux ans. En 1972, la décision est prise de proposer une formation de 4 années menant au BA (Bachelor's degree of arts) ; la nouvelle université comprend alors deux facultés : une faculté des lettres avec ses sections d'arabe et d'anglais (qui comprend une sous-section de français depuis peu), de sociologie du Proche-Orient et d'archéologie, et une faculté des sciences avec les spécialités en mathématiques, physique, chimie et bio-chimie. En 1976, l'université de Bir Zeit est reconnue membre de l'association des universités arabes et en 1977 de l'association internationale des universités. En 1977, un MA (master's degree of arts) est créé en sciences de l'éducation offrant en enseignement en anthropologie, culture, histoire, psychologie, science politique, science des bibliothèques et pédagogie. À la rentrée 1978, une faculté de commerce et d'économie ouvre ses portes et en 1979, c'est une faculté de génie qui est créée. Une faculté des sciences de la santé, une faculté de pédagogie et une faculté d'agronomie sont en projet. L'audience de Bir Zeit ne cesse de croître par la diversité et la qualité de son enseignement. Le nombre des étudiants est passé de 900 en 1977 à 1600 en 1980 et il devrait atteindre 4500 en 1986. Actuellement 125 professeurs palestiniens et étrangers y prodiguent leur enseignement<sup>13</sup>.

La décision d'ouvrir une université à Bethléem a été prise en 1972 par un comité comprenant tous les responsables des écoles chrétiennes de Cisjordanie ; la branche américaine des Frères des Écoles Chrétiennes fut chargée de son administration. L'université ouvrit ses portes le 1<sup>er</sup> octobre 1973, en collaboration académique avec l'université Laval au Québec. Les BA et MA délivrés par Bethléem furent reconnus par cette université, mais il faudra attendre 1980 pour que le monde arabe reconnaisse ces diplômes, date à

11. Voir l'article de Bichara Khader, « Les Palestiniens et l'enseignement universitaire », *Revue française d'études politiques méditerranéennes*, n° 16, avril 1976, p. 65-72.

12. Voir l'interview de Abu Lughod, « L'université ouverte palestinienne » dans *Palestine Solidarité* (bulletin de l'Association médicale franco-palestinienne), n° 4, juin-juillet 1980, p. 9-11.

13. Voir *Bir Zeit University, Brief Information*, 1980, 25 p. — *Bir Zeit University, the Community Work Program*, 1981, 16 p. — Abdel Mouty Badr, « Bir Zeit, la lutte pour la survie », *Peuples méditerranéens* 10 (1980), p.101-113. — « Bir Zeit, encore la répression », *Palestine Solidarité*, n°6, févr.-mars 1981, p.16-17. — R. Chambert, G. Gonzy, M.F. Petit-Guatron et M. Volovitch (Paris VII), « Bir Zeit, une université palestinienne en Cisjordanie occupée », *Palestine Solidarité*, n°14, juin-juillet 1980, p.12-14. — Benny Morris, « A radical education », *The Jerusalem Post Magazine*, 27 octobre 1978.

laquelle un président arabe, prêtre palestinien résidant à Amman, fut nommé. À ce jour, l'université de Bethléem compte deux facultés, lettres et sciences, une école normale, une école d'administration et d'affaires et une école hôtelière. En 1973, 15 professeurs prodiguaient leur enseignement à 80 étudiants ; en 1979, le nombre des enseignants atteignait 65 et celui des étudiants 620 auxquels il faut ajouter les 200 élèves de l'école normale<sup>14</sup>.

Dernière née des universités palestiniennes, l'université Najah de Naplouse a été fondée en 1977 par une grande famille de Naplouse, les Masri, afin de contrer, dit-on, l'influence de Bir Zeit jugée néfaste par son progressisme (une politique d'« achat » des professeurs de Bir Zeit et de Bethléem a d'ailleurs eu lieu grâce à des traitements alléchants). Cette université en tout cas est le fer de lance des Frères musulmans dans les Territoires et se veut le témoin des liens qui unissent la Palestine à la couronne hachémite. Quatre facultés fonctionnent depuis 1977 et les premiers diplômés ont été promus cet été : facultés des lettres, des sciences, de génie civil et de pédagogie. L'université compte environ 1200 étudiants et projette un développement assez rapide.

Ces trois universités fonctionnent selon un schéma quasi identique : un conseil d'enseignants, de personnalités palestiniennes et de représentants des « mécènes<sup>15</sup> » nomme le président et les responsables. La politique de l'université est décidée par le président et le conseil, de concert avec le conseil des étudiants, très puissant ; élu à la fin de chaque année universitaire, ce conseil regroupe les représentants de toutes les activités présentes sur le campus, académiques et para-universitaires (culture, sport, activités sociales, etc.) ; il a pour mission de négocier avec le conseil de l'université toutes les décisions touchant la vie universitaire ; jouissant d'un budget assez important accordé directement par les « mécènes » et par diverses personnalités, il jouit d'une autonomie considérable et d'un pouvoir étendu ; c'est à lui, par exemple, que revient une part importante de la responsabilité de la répartition des bourses et de la gestion de toutes les activités para-universitaires sur le campus. L'an dernier, la majorité du conseil des étudiants de l'université de Bir Zeit appartenait à des sympathisants de l'OLP, mais 38 % des sièges échouaient aux Frères Musulmans ; à Bethléem, les sympathies de la majorité se dirigeaient vers le Front du Refus, contre les tendances Fath et OLP ; à Najah enfin, ce sont les Frères Musulmans qui règnent.

La tolérance israélienne devant la création de ces universités s'inscrit dans sa politique générale de l'époque : au début des années 70, Israël cherchait par tous les moyens à désolidariser les responsables palestiniens aussi bien de l'OLP que du roi Hussein ; l'organisation d'élections municipales, le projet de radio locale et le projet d'autonomie relevaient de cette politique, et c'est dans cet esprit que les autorités israéliennes ont accepté la naissance des universités : elles espéraient voir apparaître de nouveaux cadres plus compréhensifs et moins nationalistes ; formés sur place, les étudiants n'auraient plus de contacts avec l'OLP, si puissante sur les campus beyrouthins ; de plus, l'étouffement économique de la Palestine conduirait peut-être ces diplômés à s'expatrier afin de trouver un emploi correspondant à leur for-

14. *Bethleem University catalogue*, 1979, 110 p.

15. Ces familles propriétaires fournissent environ 75 % du budget grâce à leur fortune personnelle et à diverses collectes dans le monde arabe ; les 25 % restant proviennent des droits d'inscription qui se montent à 60 dinars jordaniens, soit quelques 1 000 F. par semestre.

mation ; Israël gagnerait ainsi sur deux fronts : exode des Palestiniens d'une part et gain de devises d'autre part grâce aux envois réguliers effectués depuis le Golfe et les États-Unis, destinés aux Anciens. La création de ces universités enfin serait utilisée à des fins de propagande politique, mettant en avant la libéralité et l'humanité de l'occupation militaire israélienne.

Mais cette libéralité a été bien vite tempérée par une série de mesures restrictives<sup>16</sup> ; de 1974 à 1976 par exemple, l'accès aux stages de recyclage pédagogique de Bir Zeit était interdit aux enseignants des écoles gouvernementales de Cisjordanie ; de mai à juillet 1978, Bir Zeit a été fermée et sa réouverture n'a été due qu'à la peur de Weizmann de voir se développer des mouvements de protestation de trop grande envergure, tant dans les Territoires qu'à l'étranger. Nombreux sont les professeurs qui ont été expulsés — le cas de monsieur Hanna Nasser, le président de Bir Zeit est le plus connu —, ou empêchés de participer à des colloques internationaux. De très lourdes taxes grèvent les budgets : ainsi, pour l'achat d'un ordinateur, Bir Zeit a dû payer 50 000 dollars de taxes soit 100 % du coût de l'appareil. La censure elle-même est très présente dans les bibliothèques : à Bir Zeit, 1187 titres ont été interdits entre 1977 et 1980 ainsi que 60 périodiques. La présence militaire occupante se fait aussi sentir de façon permanente dans les abords immédiats des campus ; la répression de tout mouvement est acharnée puisque lors des dernières grèves universitaires, on releva neuf blessés à Bir Zeit et trois à Bethléem.

La politique d'obstruction systématique et de contrôle total de l'enseignement n'a trouvé son achèvement que le 6 juillet 1980 avec la publication du décret militaire n°854, amendant la loi jordanienne n°16 de 1964 sur l'enseignement universitaire ; cet amendement crée en fait une nouvelle législation et cela est en contradiction flagrante avec la convention de Genève sur l'administration de territoires occupés. Selon ce décret, toute institution d'enseignement supérieur doit obtenir pour fonctionner un permis annuel ; le gouverneur militaire peut à tout moment et pour tout motif de sécurité le retirer ou le refuser. Le gouverneur militaire est aussi habilité à revoir individuellement le recrutement ou le licenciement des membres de l'université de même que l'admission ou le renvoi des étudiants. Toute personne ayant été emprisonnée ou retenue pour interrogatoire pour des motifs de sécurité est interdite en université. Tout professeur doit obtenir un permis individuel pour enseigner, permis accordé, refusé ou retiré à la discrétion du gouverneur militaire. Les étudiants ont eux aussi besoin d'un permis individuel lorsqu'ils résident dans une zone administrative différente de celle de l'université.

Par ce décret, l'administration militaire occupante s'arroge le droit de contrôle total sur le fonctionnement des universités. Celles-ci, à la publication du décret, ont mené une campagne internationale de défense de leurs libertés ; officiellement Bir Zeit a décidé de ne pas tenir compte de la loi ; elle demande les permis d'enseigner pour ses professeurs mais ne les attend pas pour faire travailler son personnel. Ainsi, nombreux sont les gens en situation irrégulière, menacés chaque jour d'expulsion ou d'emprisonnement ; en novembre 1980, on comptait à Bir Zeit 40 professeurs dont 20 Palestiniens qui n'avaient pas de permis d'enseigner ; 30 professeurs de

---

16. Voir l'enquête de l'AIJD citée plus haut ; voir également Nasser H. Aruri dans *Middle East International*, n° 147 du 10 avril 1981, repris et traduit dans *La revue d'études palestiniennes*, n°1, automne 1981, p. 239-242.

Najah étaient dans la même situation et 20 de Bethléem. Jusqu'à ce jour, les Israéliens n'ont pas réagi mais jusqu'à quand ?

Cette politique de limitation des droits dans le cadre d'institutions tolérées se double d'une politique d'interdiction de créer de nouvelles institutions : Najah, par exemple, s'est vu refuser le droit d'ouvrir un collège agricole tandis que Bethléem ne peut pas former les guides touristiques. La maîtrise des sols et de l'eau doit rester l'exclusivité des Israéliens ; la législation en ce domaine ainsi que la carte des implantations dans la vallée du Jourdain concourt à priver peu à peu les Palestiniens de l'eau indispensable à leurs cultures, la réservant aux colonies sur place ou aux projets de Néguev et de l'Araba grâce à un réseau de canalisations souterraines. De la même manière, la présentation des lieux saints et des sites archéologiques reste la chasse gardée des Israéliens ; depuis 1967, aucun permis d'exercer le métier de guide n'a été accordé aux Palestiniens ; seuls les guides patentés de l'ancienne administration jordanienne ont obtenu le renouvellement de leur permis et cela à la condition de suivre un « recyclage » où l'histoire du judaïsme tient la part belle... Ainsi, de plus en plus, le touriste dans les Territoires est-il contraint de subir la propagande sioniste.

L'avenir de la Cisjordanie semble donc bien sombre. Les dissensions au sein de la résistance, le repli sur un fondamentalisme intégrant ou la fuite vers un mirage occidental ne résolvent en rien les problèmes. Certes, les universités, malgré leurs difficultés, dispensent un enseignement qui ne peut que profiter aux Palestiniens. De même les initiatives de In'ash al-Usra offrent formation et travail à de nombreuses femmes. Mais ces aspects positifs ne vont pas assez loin ou sont comme châtrés par la politique israélienne. Il est bon de former des intellectuels et des artisans mais le développement selon un modèle occidental passe par la technique ; or les Palestiniens en sont exclus ; immergés dans le monde occidental, la maîtrise des points vitaux de cette civilisation leur est interdite, ce qui signifie la dépendance totale et la mort à plus longue échéance. Telle est la réalité de l'occupation israélienne : s'annexer la rive occidentale du Jourdain, non par éclat mais par une mort lente de la vie socio-économique locale et par un exode du peuple qui l'habite. Les points de peuplement, véritables villes, qui jaillissent du sol dans la ceinture de Jérusalem et sur les sommets stratégiques, préfigurent cette annexion qui se veut totale.

(décembre 1981)

L'échec prévisible de la mise en place de l'administration « civile » de Menahem Milson<sup>17</sup> s'est traduit par une intensification de la violence (une quinzaine de Palestiniens tués en un mois et 200 autres blessés, dont la majeure partie âgée de moins de 18 ans) tandis que progressait l'annexion *de facto* de la Cisjordanie (le 11 mars, mise hors la loi du Comité d'orientation nationale qui regroupait les maires et personnalités palestiniennes proches de l'OLP ; le 25 mars, dissolution de la municipalité de El-Bireh et destitution des maires de Naplouse et de Ramallah).

Ces événements ont eu pour conséquence principale l'unité retrouvée autour de l'OLP et de ses sympathisants dans les Territoires, unité symbolisée par la déclaration spectaculaire de M. Rachad Chawa, maire de Gaza :

---

17. Cf. Yehuda Litani, « L'administration civile du colonel Milson », *Ha'aretz*, 23 octobre 1981, trad. in *Revue des études palestiniennes*, n°3, printemps 1982, p.187-190.

« Les maires et la population des Territoires occupés s'identifient avec l'OLP quelles que soient leurs opinions », et par celle de M. Elias Freij, maire de Bethléem, dénonçant la politique israélienne « qui prépare l'extension de la juridiction (israélienne) à la Cisjordanie ». Les dissensions internes ont donc bel et bien été gommées dans un front commun face à l'occupant. Où sont passés les « modérés » si chers à l'imaginaire sioniste ?

Le second enseignement vise la disparition des pro-Jordaniens sur la scène politique et l'effondrement quasi général des ligues de villages. Les personnalités palestiniennes proches de la couronne hachémite, favorables au dialogue avec l'occupant pour conserver leur rôle de représentants, ont refusé tout contact avec la nouvelle administration, observant un silence général ou s'alignant sur les positions proches de celles de l'OLP. Les ligues de villages, quant à elles, constituées de quelques centaines de Palestiniens, jugés pro-jordaniens, ont été condamnées par le roi Hussein ; leurs membres sont passibles de la peine de mort pour haute trahison ; seules quelques dizaines de personnes appartenant au clan Dudin d'Hébron s'entêtent à prêter main-forte à l'armée israélienne.

Ces événements montrent la détermination du peuple palestinien à refuser tout compromis en ce qui concerne sa dignité de peuple et son aspiration à vivre un jour dans un État qui incarne cette dignité. Avec ses pierres et ses pneus brûlés, sa résistance passive dans la grève générale, il témoigne de cette détermination dans l'indifférence générale du monde et l'attente de l'OLP à Beyrouth, qui, muselée par le cessez-le-feu au sud Liban, découvre cette quasi « insurrection populaire » proche de ses objectifs sans qu'elle en soit directement l'auteur.

(avril 1982)

Jean-François Legrain

---

## VOYAGE DANS LES PRISONS IRANIENNES

---

« Application des lois islamiques !... » Tel est l'argument avancé par le régime islamique iranien pour les milliers d'arrestations et d'exécutions perpétrées ces derniers mois. Il se flatte même d'entretenir des rapports humanitaires vis-à-vis des prisonniers.

Quel est le sort des prisonniers ? Que se passe-t-il réellement dans les centaines de prisons dispersées dans le pays ? Les témoignages qui parviennent d'Iran, aussi rares soient-ils, décrivent une répression massive. Les ex-prisons impériales ne suffisent plus pour enfermer les opposants au régime. Les comités islamiques de quartier prennent donc le relais pour assurer l'arrestation et la garde des personnes soupçonnées d'être des opposants, le temps que suffisamment de prisonniers aient été fusillés pour laisser place à des nouveaux.

Aujourd'hui, en Iran, un nombre considérable de familles a eu à connaître cette répression. Les arrestations politiques se combinent avec celles dites « de droit commun », les secondes servant d'alibi aux premières. En